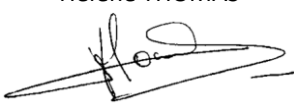



**RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE DE DANGERS**  
**DU DOSSIER DE DEMANDE**  
**D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**  
**POUR LA CONSTRUCTION D'UN ENTREPOT LOGISTIQUE**



**SAS SH ABLAINCOURT**  
**ALLEE DE MARSEILLE – 80 320 ABLAINCOURT-PRESSOIR**

*Affaire n°2020\_04\_018*

Révision	Date	Rédacteur	Validateur
0	08/12/2020	Hélène THOMAS 	Julie LHERMITTE 

## PRÉAMBULE

L'étude de dangers a pour objet de rendre compte de l'examen effectué par la SAS SH ABLAINCOURT pour caractériser, analyser, évaluer, prévenir et réduire les risques de ses installations situées sur la commune d'Ablaincourt-Pressoir, dans le département de la Somme. Elle présente les impacts éventuels du projet en situation accidentelle.

Ce résumé non technique a pour fin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude de dangers du dossier d'autorisation.

Le but du document n'est pas de détailler les informations, celles-ci étant déjà explicitées dans le dossier d'autorisation.

## 1. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET

### 1.1 LOCALISATION

Le projet sera localisé au sein de la ZAC Haute-Picardie au lieu-dit Sole de Deniécourt – Allée de Marseille sur la commune d'Ablaincourt-Pressoir (80 – Somme).

Idéalement située au croisement des axes A1 et A29 ainsi que sur la ligne TGV Paris-Lille-Bruxelles, le pôle d'activités économiques Haute-Picardie permet une desserte rapide et aisée d'un grand nombre de consommateurs, propice à l'installation d'une activité logistique.

Au sein d'un bassin agricole sain et fort, cette zone est de plus particulièrement adaptée au développement d'une activité agroalimentaire et/ou logistique.

Alternative à une installation périurbaine, la qualité environnementale du pôle lui-même et de ses environs donne aux entreprises et à leur collaborateur la possibilité de s'y épanouir en profitant d'infrastructures modernes (le très haut débit notamment) tout en profitant d'un milieu naturel proche et riche.



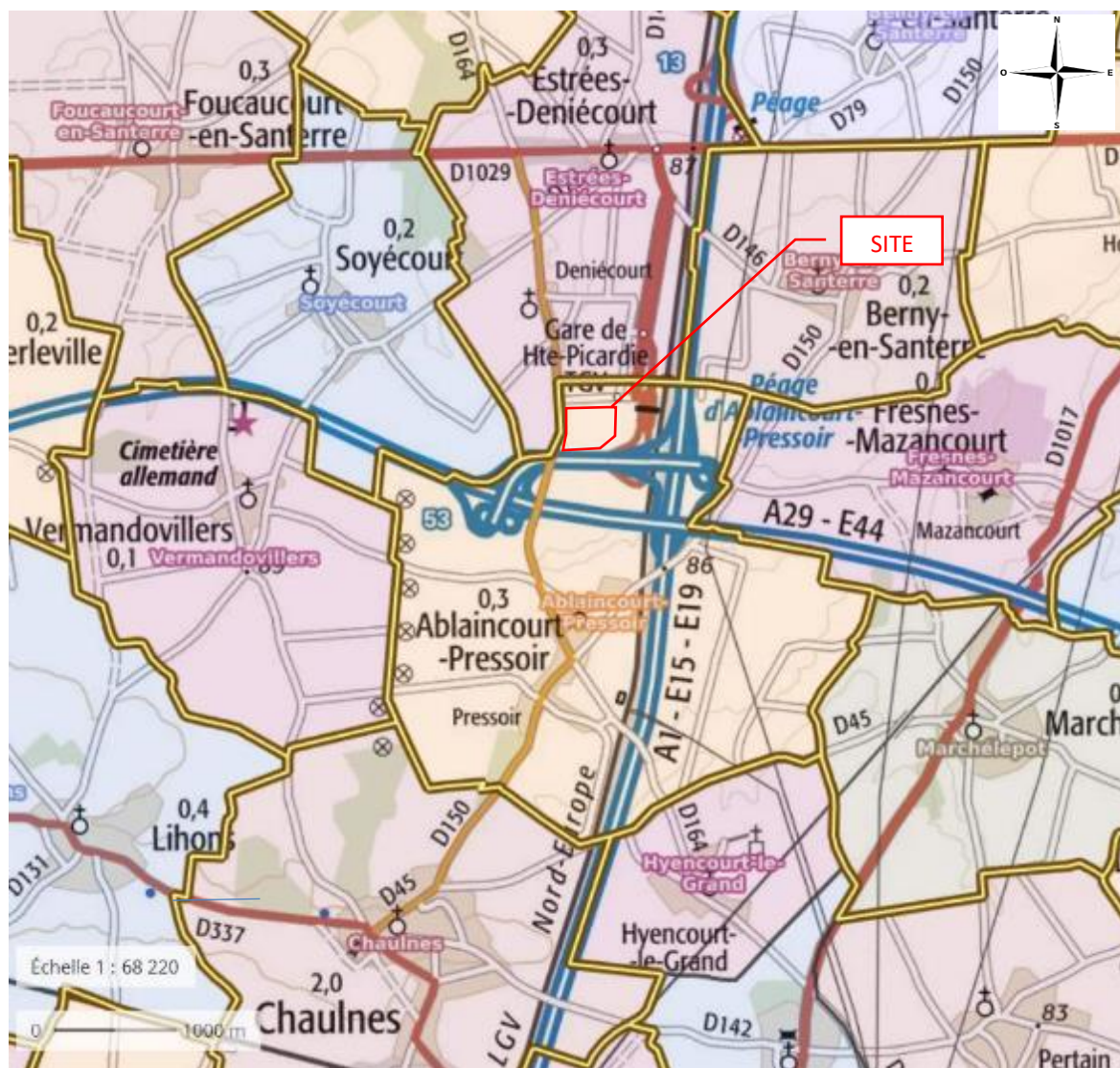


Figure 1 : Localisation du site

## 1.2 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET

La société SAS SH Ablaincourt souhaite construire à Ablaincourt-Pressoir au cœur de la ZAC Haute-Picardie un entrepôt de stockage de matières combustibles et de produits dangereux tel que : matières combustibles diverses, papiers, cartons, matières plastiques, liquides inflammables, aérosols ... notamment.

Cet ensemble logistique permettra à terme la création de 400 emplois à temps plein.

La plateforme logistique sera composée d'un seul bâtiment totalisant 18 cellules de stockage :

- ❖ 12 cellules de l'ordre de 6 000 m<sup>2</sup> permettant le stockage de matières combustibles voir de produits dangereux en quantité restreinte ;
- ❖ 2 cellules (C1 et C16) de l'ordre de 6 000 m<sup>2</sup> destinées au stockage de matières combustibles et des produits dangereux pour l'environnement aquatique ;
- ❖ Deux cellules d'environ 3 190 m<sup>2</sup> (8A et 9A) et deux cellules d'environ 2 750 m<sup>2</sup> (8B et 9B) cellules permettant le stockage de matières combustibles, des liquides et solides inflammables et aérosols,

En complément des cellules de stockage seront présents sur le site :





- ❖ Des locaux techniques : transformateur, TGBT, local sprinklage avec réserve en eau associée, des locaux de charge relevant de la rubrique 2925 de la nomenclature des installations classées, chaufferie relevant de la rubrique 2910, d'une réserve d'eau incendie ;
- ❖ Des parkings pour véhicules légers et zone d'attente pour poids lourds ;
- ❖ Des bassins et noues dédiés à la gestion des eaux pluviales ;
- ❖ Un bassin dédié à la gestion des eaux pluviales de quai et des eaux d'extinction incendie ;
- ❖ Un bassin de rétention dédié à la collecte de écoulements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie des cellules « produits dangereux » (C1, C8A/B, C9A/B, C16) ;
- ❖ Des bureaux ;
- ❖ Un poste de garde ;

Le plan suivant permet de visualiser ces différentes installations :

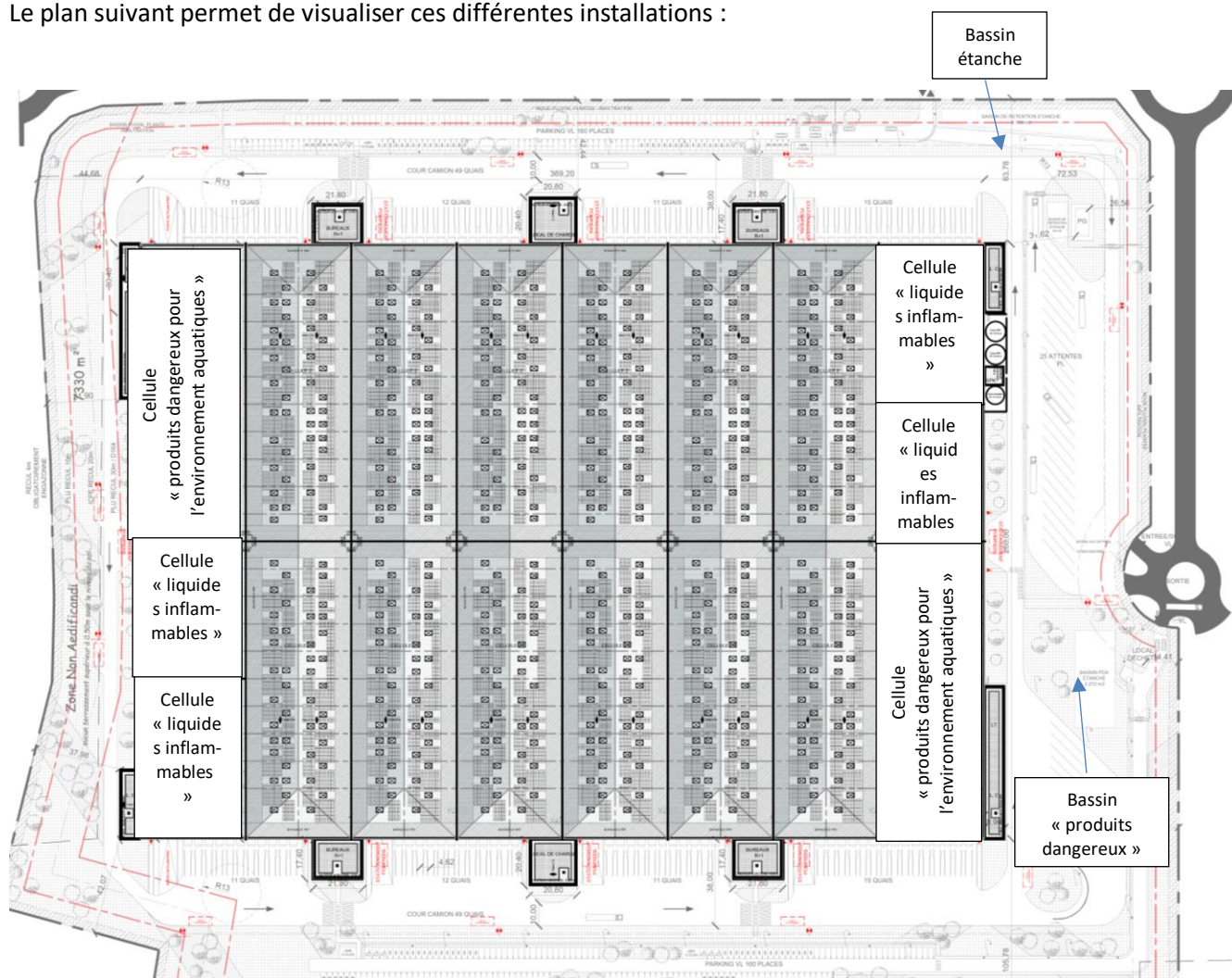


Figure 2 : Plan de masse du projet

### 1.3 CLASSEMENT ICPE DU SITE

Au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'Environnement, les installations du site sont soumises à :

- ❖ Autorisation au titre des rubriques :



- 1450** Solides inflammables – Q supérieure à 1 tonne
- 1510** Stockages de matières combustibles > 500 tonnes dans des entrepôts de plus de 300 000 m<sup>3</sup>
- 1530** Stockages de papiers, cartons et matériaux analogues – V = 250 450 m<sup>3</sup>
- 1532** Stockages de bois et matériaux analogues – V = 250 450 m<sup>3</sup>
- 2662** Stockages de polymères – V = 250 450 m<sup>3</sup>
- 2663-1** Stockages de polymères à l'état alvéolaire ou expansé - V = 250 450 m<sup>3</sup>
- 2663-2** Stockage de polymères autres et pneumatiques – V = 250 450 m<sup>3</sup>
- 4001 :** Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux
- ❖ Enregistrement au titre des rubriques :
  - 4331** Liquides inflammables (catégorie 2 ou 3) – Q = 999 T
- ❖ Déclaration au titre des rubriques :
  - 2171** Amendement organique – V > 200 tonnes
  - 2910-A** Combustion – P > 1 MW
  - 2925** Ateliers de charge d'accumulateur – P > 50 kW
  - 1436** Liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C – Q = 900 T
  - 4320** Aérosols extrêmement inflammables – Q = 149 T
  - 4321** Aérosols inflammables – Q = 2000 T
  - 4330** Liquides inflammables (catégorie 1) – Q = 9 T
  - 4510** Produit dangereux pour l'environnement (catégorie 1) – Q = 99 T
  - 4511** Produit dangereux pour l'environnement (catégorie chronique 2) – Q = 199 T
  - 4755-2** Alcools de bouche – Q = 499 m<sup>3</sup>
  - 4801** Charbon de bois – Q = 499 T

Le bâtiment est conçu pour pouvoir stocker un maximum de produits différents faisant l'objet de rubriques ICPE différentes. **La présence potentielle de nombreux produits 4XXX amène le classement Seveso seuil bas par dépassement indirect du site.**



## 2. ENJEUX ET ELEMENTS VULNERABLES

Le tableau synthétise les enjeux humains, environnementaux et matériels à conserver à proximité du site.

<b>Enjeux humains</b>	<p>La première habitation correspond à l'exploitation agricole isolée localisée à environ 150 m au nord-ouest du site. Viennent ensuite les premières habitations de Deniécourt à environ 410 m dans la même direction.</p> <p>Premiers ERP situés à environ 500 m au nord-est (gare TGV et laboratoire d'analyse).</p> <p>Le territoire de la zone d'étude est principalement agricole.</p> <p>A 50 m au nord du site se trouve un site de réparation et d'entretien de véhicules lourds et à 50 m à l'est un site logistique.</p>
<b>Enjeux environnementaux</b>	<p>Aucune zone naturelle recensée à proximité du site ou dans sa zone d'influence.</p>
<b>Enjeux matériels</b>	<p>Les infrastructures de transport proches du site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ L'A1 à 420 m,</li> <li>❖ L'A29 à 735 m,</li> <li>❖ La D164 à 20 m.</li> </ul> <p>La voie ferrée LVG Nord passe à 350 m à l'est du site et longe le terrain d'emprise du projet sur environ 420 m. Cette ligne ferroviaire assure le trafic de voyageurs.</p>

Figure 3 : Synthèse des enjeux à conserver

**En cas de phénomène dangereux sortant du site, ce dernier peut avoir un impact sur les infrastructures alentours : voies routières et les tiers (site logistique, entreprise de réparation et entretien).**



### 3. POTENTIELS DE DANGERS INTERNES ET EXTERNES

Le retour d'expérience sur des installations comparables à celles du site révèle que **l'incendie est l'événement le plus probable sur un site logistique**.

Le risque principal présenté par le projet est l'incendie du bâtiment accompagné d'une émission de fumées. A noter également, le risque de pollution du milieu naturel par les éventuelles eaux d'extinction incendie.

#### 3.1 DANGERS LIES AUX PRODUITS ENTREPOSES

Les produits entreposés seront des produits classiques de grande distribution (produits alimentaires, produits droguerie, produits d'hygiène, détergent, carton, ...).

Des produits classés dangereux seront également; il s'agit de liquides inflammables, d'aérosols, de solides facilement inflammables et de produits toxiques pour l'environnement.

Ces produits de nature généralement combustibles présentent des risques d'incendie.

#### 3.2 DANGERS LIES AUX INSTALLATIONS CONNEXES

Sur le site, certaines installations auxiliaires telles que les locaux de charge et la chaufferie sont susceptibles de présenter un ou des potentiels de dangers.

Les **locaux de charge**, présente un risque principal d'explosion lié à la présence d'hydrogène, produit par les appareils de charge d'accumulateurs des engins de manutention. Il présente également un risque d'écoulement d'acide en cas de fuite sur une batterie et d'incendie en cas de problème électrique.

La **chaufferie** constitue également un potentiel de dangers explosif du fait de la présence de gaz servant de combustible au générateur d'eau chaude pour le chauffage des locaux en hiver.

Cette installation présente un potentiel de dangers incendie lié à la présence de fioul servant à l'alimentation du moteur thermique du groupe sprinkler.

Le **groupe électrogène** constitue un potentiel de dangers du fait de :

- ❖ La production de gaz d'échappement,
- ❖ La présence de batteries de démarrage, dont les gaz de l'électrolyte sont très inflammables (surtout lorsque la batterie est en charge) ;
- ❖ La présence de combustible, à savoir le fioul servant à l'alimentation du moteur thermique et permettant le fonctionnement du groupe en période de besoin.

Dans le cadre du projet, l'exploitant a fait le choix d'implanter une installation de production d'électricité au moyen de **panneaux photovoltaïques** sur la toiture de l'entrepôt (à l'exception de la toiture des cellules 8A/B et 9A/B).

En outre, la présence de panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment est susceptible, là encore selon le retour d'expérience, d'être le siège d'un départ de feu et d'une complication de l'intervention des secours.



L'installation sera réalisée par des professionnels qualifiés, elle répondra aux normes en vigueur et en particulier à la section V de l'arrêté ministériel du 04 Octobre 2010 et à l'arrêté ministériel du 5 Février 2020 pris en application de l'article L.111-18-1 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, l'exploitant suivra les recommandations de l'installateur/fabricant des panneaux et du SDIS pour le choix de l'émulseur adapté à l'extinction d'un incendie sur l'installation photovoltaïque et la localisation de la réserve associée si celle-ci est nécessaire.

### 3.3 LES SOURCES D'IGNITION

Sur le site étudié, combustible (matière stockées etc...) et comburant (oxygène) sont en permanence dans les entrepôts ; aussi, la réalisation du potentiel de dangers ne dépend que de l'occurrence d'une source d'ignition.

Celle-ci ne peut être qu'accidentelle.

Parmi les principales sources d'ignition interne, on recense en particulier :

- ❖ Les points chauds :
  - Extrémité incandescente d'une cigarette (qui peut atteindre la température de 500°C) par imprudence d'un fumeur ;
  - Flamme nues pouvant venir de travaux tels que soudage, oxydécoupage ou meulage (travaux exceptionnels de réparation effectués par des entreprises extérieures) ;
  - Echauffements : d'un câble électrique en mauvais état, d'un raccord électrique mal réalisé, suite à un frottement de pièces mécaniques ;

Les étincelles, pouvant être d'origine électrostatique ou consécutives à un dysfonctionnement d'un équipement électrique, d'origine mécanique.

### 3.4 LES DANGERS EXTERNES

En ce qui concerne les potentiels de dangers externes :

- ❖ Une étude du risque foudre a été réalisée et les équipements de protection préconisés seront mis en place (14 PDA de 64,2 m de rayon de protection (niveau IV) ;
- ❖ Aucun autre risque naturel notable n'est mis en avant au niveau de la zone d'étude ;
- ❖ Aucun établissement industriel ne constitue un potentiel de danger externe.
- ❖ Parmi les risques liés aux infrastructures de transport :
  - Le risque d'effets dominos liés au transport routiers, ferroviaires et fluviaux situés dans l'environnement du projet n'est pas retenu ;
  - Le risque lié à la présence de canalisations de transport de matières dangereuses situées dans l'environnement du projet n'est également pas retenu.





## 4. ANALYSE DES RISQUES

Une analyse de risque a été formalisée et a conduit à :

- ❖ Retenir les principales causes d'accident ;
- ❖ Estimer la probabilité d'occurrence de ces différentes causes ;
- ❖ Identifier les événements redoutés et les phénomènes dangereux en découlant ;
- ❖ Estimer la gravité potentielle de chaque situation accidentelle ;
- ❖ Identifier au regard de ces risques les dispositifs de sécurité qui s'y rattachent d'un point de vue prévention, protection et limitation des effets (intervention).

L'analyse préliminaire des risques réalisée en groupe de travail a permis de mettre en évidence des scénarios d'accidents susceptibles d'avoir des effets à l'extérieur de l'emprise foncière du projet. Afin de confirmer ou non ce point, des modélisations réalisées à l'aide du logiciel FLUMILOG ont été réalisées.

Ces dernières montrent qu'en cas d'incendie du bâtiment ou de du bassin de rétention « Produits dangereux », seuls les **effets de 3 kW/m<sup>2</sup> sortent très faiblement de la limite de propriété**. La cartographie ci-après présente les résultats de ces modélisations :



Figure 4 : Synthèse des distances de flux thermiques

Les flux de 8 kW/m<sup>2</sup> ne sont atteints que ponctuellement au niveau des portes de quai grâce à la mise en place d'écrans thermiques en façade est et ouest.

Toutefois, ces écrans thermiques n'empêchent pas les flux de 5kW/m<sup>2</sup> d'atteindre la voie engin. Celle-ci fait le tour du bâtiment et est conçue de manière à ce que les services de secours puissent faire demi-tour au besoin pour éviter les flux de 5 kW/m<sup>2</sup> quelle que soit la cellule à défendre.



De même, comme convenu avec le SDIS, quelle que soit la cellule en feu des poteau incendie hors flux sont disponibles pour la défendre. Un poteau hors flux est également présent à moins de 100 m du bassin de produits dangereux.

Les flux de 3 kW/m<sup>2</sup> sortent ponctuellement du site en cas d'incendie de :

- ❖ la cellule 1 (le scénario majorant étant un départ de feu en cellule 2 se propageant en cellule 1) ;
- ❖ la cellule 9B (le scénario majorant étant un stockage 2662) ;
- ❖ du bassin produits dangereux (en cas de déversement de liquides inflammables).

Cependant ces flux n'atteignent ni ERP, ni immeuble de grande hauteur ou voie routières à grande circulation.

Afin d'évaluer la toxicité aigüe des fumées produites en cas d'incendie, une caractérisation des fumées et une dispersion atmosphérique a été réalisée par l'INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques).

Les résultats des simulations effectuées, en prenant en compte plusieurs conditions météorologiques différentes, montrent **qu'aucune cible n'est susceptible d'être atteinte par les effets toxiques des fumées** en tenant compte des différences de dénivelé et des hauteurs maximales de construction autorisées dans les zones atteintes par le nuage toxique.

Néanmoins, ces conclusions ne présagent en rien des effets possibles de gêne sur les personnes ni des retombées possibles de composant présentant une toxicité chronique.

Par ailleurs en cas d'incendie, Si l'impact des fumées sur la visibilité reste acceptable sur l'A29, cet impact est significatif sur l'A1.

En cas d'incendie, les gestionnaires des autoroutes et de la voie ferrée seront immédiatement avertis afin de mettre en place les mesures de prévention des accidents.

## 5. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC L'ENVIRONNEMENT ET LES AM APPLICABLES

Il ressort des modélisations réalisées que :

- ❖ les flux de 8 kW/m<sup>2</sup> ne sont atteints qu'au niveau des portes et ne sortent pas des limites de propriété ;
- ❖ les flux de 5 kW/m<sup>2</sup> ne sortent pas des limites de propriété,
- ❖ le flux de 3 kW/m<sup>2</sup> sort au plus de 15 m à l'ouest du site. Il atteint très ponctuellement la RD164. Cependant celle-ci n'est pas une voie routière à grande circulation.

De ce point de vue, le projet est compatible avec les contraintes d'implantation fixées au point 2 de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017, **l'implantation de l'entrepôt logistique est compatible avec son environnement.**

Grâce à la mise en place de murs REI120/240 en façade Est et Ouest les effets létaux sont contenus dans l'enceinte du site.

Grâce à la mise en place de murs REI120/240 en façade Est et Ouest les zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> ne sont pas atteint au niveau de la voie engin.

Les aires de mises en station sont hors des flux de plus de 3 kW/m<sup>2</sup> pour toutes les façades du bâtiment.



Grâce à la mise en place de mur REI120/240 en façade Est les zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> ne sont pas atteintes au niveau du bassin de rétention déportée « Produits dangereux ».

Le projet est également compatible avec les règles d'implantation définies à l'arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## 6. REDUCTION DES RISQUES

A travers la réalisation de l'étude de dangers, des réflexions ont été menées au fur et à mesure de la réalisation de l'analyse des risques, afin de réduire autant que possible les risques présentés par l'installation vis-à-vis des intérêts à préserver, et ce dans des conditions économiquement acceptables.

### 6.1 ORGANISATION DE LA SECURITE, MOYENS DE PREVENTION ET D'INTERVENTION

#### ❖ Mesures organisationnelles

Le personnel de la base logistique comme le personnel intérimaire suivra un certain nombre de formations nécessaires pour la réalisation de l'activité en toute sécurité (manipulation des extincteurs, caristes, habilitation électrique...) qui feront l'objet de recyclages périodiques.

Des consignes d'exploitation et consignes de sécurité seront établies (interdiction d'apport de feu, procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations, mesures à prendre en cas de déversement accidentel, moyens d'extinctions à utiliser en cas d'incendie, procédure d'alerte...).

Le site sera entièrement clôturé. Des alarmes anti-intrusion seront installées au niveau des accès aux cellules ainsi qu'aux bureaux. Elles seront reportées en télésurveillance.

Le site sera classé SEVESO seuil bas. Une Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) sera mise en œuvre. La PPAM intégrera notamment les objectifs de la société SAS SH ABLAINCOURT suivant :

- Assurer de la conformité des installations à la réglementation,
- Veiller à l'amélioration continue de la maîtrise des risques majeurs afin de les limiter.

Un plan de prévention et le cas échéant, un permis de feu seront systématiquement établis pour toute intervention d'une entreprise extérieure sur le site.

L'ensemble des installations et équipements fera l'objet de maintenance et contrôles périodiques spécifiques conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant prévoit dans le cadre du projet la mise en place d'un logiciel de gestion du stockage, permettant de connaître à tout instant l'état des stocks.

#### ❖ Mesures de prévention

Les mesures de prévention les plus efficaces sont celles qui s'exercent en amont, dès la **conception et la construction des locaux**. Elles permettent de mieux prendre en compte l'isolement, la séparation et les distances de sécurité pour empêcher ou limiter la propagation d'un incendie. La prévention s'applique également sur le choix des matériaux, afin d'assurer la stabilité de la structure et de réduire



l'émission de gaz/fumées en cas de sinistre. Ainsi, dans le cadre du projet, les principales mesures prévues sont les suivantes :

- Entrepôt compartimenté en 18 cellules de stockage,
- Limitation de la surface des cellules à moins de 6 000 m<sup>2</sup>,
- Structure béton (R60), parois REI120 et REI240 en façade Est et Ouest, toiture Broof(t3),
- Cellules séparées des murs REI 120 ou REI 240 dépassant de 1 m en toiture et de 0,5 m en façade ou avec retour de 0,5 m de part et d'autre du mur séparatif,
- Locaux techniques (sprinkler, chaufferie, locaux de charge, transformateur) isolés des cellules par des parois REI 120 également avec toiture incombustible ou REI120.

Les mesures de prévention agissant sur l'apparition des sources d'inflammation sont principalement les mesures organisationnelles évoquées précédemment (formation du personnel, consignes, permis de feu, vérification du matériel électrique et autres équipements/installations) auxquelles s'ajoute la mise en place d'une protection contre la foudre.

Les dispositions constructives mises en place visent à garantir le respect des objectifs généraux de sécurité, prescrits par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts.

## 6.2 MOYENS DE PROTECTION ET D'INTERVENTION

Des moyens de protection et d'intervention renforcés ont également été mis en œuvre dans le cadre de ce projet. Ainsi, le site disposera :

- ❖ D'un système d'extinction automatique d'incendie permettant de détecter et éteindre un départ de feu associé à une réserve en eau de 1 200 m<sup>3</sup> ; le réseau sera adapté à la typologie de produits stockés ;
- ❖ D'une détection de méthane et d'un pressostat dans la chaufferie, actionnant des vannes de sectionnement pneumatiques pour couper l'arrivée de gaz naturel ;
- ❖ Des dispositifs de désenfumage et notamment d'exutoires de fumées à raison de 2% minimum de la surface de chaque canton ; les amenées d'air nécessaires au bon fonctionnement du désenfumage seront assurées par les portes de quais ;
- ❖ De RIA et extincteurs répartis dans l'entrepôt ;
- ❖ D'une voie engin sur le périmètre complet du site avec aire de mise en station des moyens aériens au niveau de chaque façade ;
- ❖ D'un réseau de 13 poteaux incendie permettant de délivrer un débit minimal de 270 m<sup>3</sup>/h soit 540 m<sup>3</sup> pour 2h, associés à des aires de stationnement pour les engins de secours ;
- ❖ D'un bassin étanche pour la rétention des eaux d'extinction incendie d'un volume de 2 142 m<sup>3</sup> équipé en aval d'une vanne de sectionnement automatique et manuelle, asservie au système de sécurité incendie (détection) et compléter par un stockage dans les réseaux ;
- ❖ D'un bassin étanche « produits dangereux » de 2 355 m<sup>3</sup> pour la rétention des eaux d'extinction et des écoulements accidentels des cellules « produits dangereux ».

Les investissements en matière de sécurité sont conséquents dans le cadre de ce projet, puisqu'ils représenteront approximativement 3,2 millions d'euros.



## 8. SYNTHESE DES ACCIDENTS MAJEURS

On trouvera dans ce qui suit la grille de criticité dans laquelle sont reportés les scénarios cotés avec prise en compte des barrières de protection :

### Appréciation Du Risque

	PROBABILITE D'OCCURRENCE (sens croissant de E vers A) (note 1)				
GRAVITE DES CONSEQUENCES SUR LES PERSONNES EXPOSEES AU RISQUE	E Extrêmement peu probable	D Très improbable	C Improbable	B Probable	A Courant
D – Désastreux					
C – Catastrophique					
I – Important					
S – Sérieux					
M – Modéré			AM1 AM2 AM3 AM4		

LEGENDE		Défaillance critique pour laquelle il est nécessaire d'envisager des mesures urgentes d'amélioration.
		Défaillance moyennement critique pour laquelle des mesures d'amélioration doivent être analysées.
		Défaillance non critique pour laquelle il n'est pas nécessaire d'envisager des mesures d'amélioration.
	AM1	Incendie de la cellule 1
	AM2	Incendie de la cellule 9B
	AM3	Incendie de la cellule 2 se propageant aux cellules 1 et 3
	AM4	Incendie du bassin « Produits dangereux »

Tableau 1 : Synthèse des accidents majeurs

